

BUREAU DU « 19 DÉCEMBRE 2018 »**PROJET DELIBERATION****AFFAIRE N° Dossier 2957****RAPPORTEUR : Joris HEBRARD - Vice-Président - DELEGUE PREVENTION DES RISQUES MAJEURS****TRAVAUX :**

- **PROJET DE SECURISATION DU BARRAGE DU PLANAS SUR LA COMMUNE DE PUJAUT - APPROBATION DU PROGRAMME DE TRAVAUX ET AVIS SUR LA DEMANDE D'AUTORISATION ENVIRONNEMENTALE**

Mes Cher(e)s Collègues,

L'ouvrage du Planas se situe en amont de l'ancien étang de Pujaut et permet de réduire les débordements dans la plaine de Saze et Rochefort-du-Gard. Il est rendu nécessaire par la faible capacité d'évacuation des tunnels permettant le drainage de la plaine en direction de Sauveterre (rejet au contre-canal du Rhône via la roubine de Truel). Il permet de réduire les niveaux de submersion des enjeux situés dans la plaine aval et donc de réduire significativement les durées de submersion des enjeux inondés.

Le barrage, classé en catégorie C selon le décret n° 2007-1735 du 11 décembre 2007, est géré par le « Syndicat Mixte d'aménagement des bassins versants du Gard Rhodanien » (SMABVGR).

L'étude de dangers de l'ouvrage réalisée en 2013 a conclu à un niveau de risque élevé vis-à-vis de la rupture de l'ouvrage par surverse. Aussi, Monsieur le Préfet du GARD a mis en demeure le SMABVGR de supprimer la rehausse du déversoir réalisée à l'issue de l'épisode catastrophique de septembre 2002 (suppression réalisée en 2015) et de sécuriser l'ouvrage. Le projet de sécurisation du barrage du Planas comprend :

- la rehausse et la sécurisation du déversoir à la cote 49.0 m NGF,
- la surélévation et le confortement du tronçon de la digue présentant risque de rupture,
- le confortement de la vidange de fond,
- la mise en transparence des digues de ceinture du Planas qui se sont avérées inefficaces dans la protection contre les crues,
- la mise en œuvre des mesures compensatoires définies par l'étude d'impact.

Suite à la réalisation du projet, il en résultera l'augmentation du niveau de protection contre les inondations des enjeux en aval. De plus, sur le volet gestion des milieux aquatiques, la zone humide du Planas qui présente un fort intérêt herpétologique et ornithologique (ZNIEFF de type I) sera mise en valeur au moyen d'un plan de gestion dont l'animation sera confiée par convention à un organisme intervenant pour la conservation des espaces naturels.

Le coût total de l'aménagement est estimé à 1 543 000 euros HT

- Montant estimatif des travaux : environ 1,25 millions d'euros HT
- Montant estimatif des mesures compensatoires : environ 43 000 euros HT
- Montant estimatif des acquisitions foncières : 150 000 euros HT

- Montant estimatif des prestations diverses (assistance au maître d'ouvrage, topographie complémentaire, coordination de la sécurité et de la protection de la santé) : 100 000 euros HT

Cette opération est inscrite dans le cadre du Programme d'Action de Prévention des Inondation (PAPI II) validé le 8 juin 2018, pour la période 2018-2025, et bénéficie ainsi des financements suivants :

- Etat (fonds Barnier) : 40 %
- Région Occitanie Pyrénées Méditerranée : 20 %
- FEDER : 20 %

Ce projet fait l'objet d'une demande de déclaration d'intérêt général comportant une demande d'autorisation environnementale au titre des articles L181-10 et R181-35 à 38 du code de l'environnement. A l'occasion de l'enquête publique, qui a eu lieu du 15 octobre au 16 novembre 2018, le Grand Avignon est invité à exprimer son avis sur la demande d'autorisation.

Le projet relève bien de l'intérêt général car il permet de garantir la sécurité publique, à savoir :

- Eliminer le risque de rupture ou surverse identifié dans l'étude de danger,
- Augmenter significativement le volume retenu, qui passera de 533 000 m3 à 1,25 millions de m3.

De plus, la dissolution du SMABVGR au 31 décembre 2019, entrainera la reprise de cette opération directement par le Grand Avignon au titre de la compétence gestion des milieux aquatiques et prévention des inondations (GEMAPI). Le Grand Avignon s'engage à poursuivre sous sa maîtrise d'ouvrage, le projet conformément au programme inscrit dans le PAPI II et au dossier de demande d'autorisation à compter du 1^{er} janvier 2020.

En 2019, après obtention de la DIG et de l'autorisation, les acquisitions foncières et les études de maîtrise d'œuvre seront engagées en vue d'un démarrage des travaux en 2020.

Les membres du Bureau sont invités à se prononcer à ce sujet.

Le Bureau,

Après avoir entendu le rapporteur,

➔ **APPROUVE** le programme de l'opération dont il assurera la maîtrise d'ouvrage après la dissolution du SMABVGR,

➔ **EMET** un avis favorable sur la demande de déclaration d'intérêt général comportant une demande d'autorisation environnementale,